

Communiqué – Paris, le 4 juin 2018

# Audiovisuel public : des ambitions et des interrogations.

---

La Scam a pris connaissance avec une extrême attention des orientations gouvernementales annoncées ce matin par Mme Nyssen concernant l'avenir de l'audiovisuel public. Elle salue l'engagement de la ministre de la Culture de sanctuariser l'enveloppe de financement de la création de France Télévisions et prend acte des multiples mesures envisagées.

La Scam approuve l'essentiel des principes qui guident la réforme : assurer une meilleure proximité en région, créer des synergies, innover en termes de programmes, être capable de s'adresser aux jeunes publics, moderniser les offres de service public autour du numérique...

La Scam est cependant préoccupée à plusieurs égards :

- Le report de la loi visant à réformer la gouvernance du secteur public et son financement n'est pas un signe rassurant car ces annonces partielles ouvrent une période d'instabilité néfaste pour l'avenir de l'audiovisuel public. Ce calendrier n'est assurément pas pertinent.
- Même si Mme Nyssen s'est abstenue d'évoquer quelles nouvelles économies le service public devra faire, chacun sait que les rumeurs de réductions budgétaires vont bon train. Il est annoncé un triplement des programmes sur les antennes régionales et un investissement supplémentaire dans le numérique. La décorrélation entre la réflexion sur les missions et leur financement interroge.
- Enfin, la réduction du nombre de chaînes linéaires n'est pas nécessairement un signe positif pour la création.

Les annonces de ce matin, certes importantes et portées par des engagements forts, ne constituent pas la réforme d'ampleur à laquelle les professionnels s'attendaient après les annonces du Président de la République.

La Scam rappelle que les propositions qu'elle a formulées et rendues publiques récemment visent à redonner toute sa cohérence au service public en particulier en ce qui concerne France Télévisions.

C'est pourquoi la Scam reste attachée à l'approfondissement de la concertation ; elle entend participer activement aux travaux menés par le groupe de professionnels missionné ce matin. La Scam souhaite défendre le service public en termes de création, de stabilité de sa gouvernance, d'indépendance de son financement à l'heure de la transformation numérique.

La Scam sera vigilante sur les moyens alloués : appeler à des économies est une chose, fixer des ambitions en est une autre. Aux pouvoirs publics d'éviter des orientations contradictoires qui n'aboutiront qu'à une chose : l'affaiblissement des médias publics et donc de la démocratie.